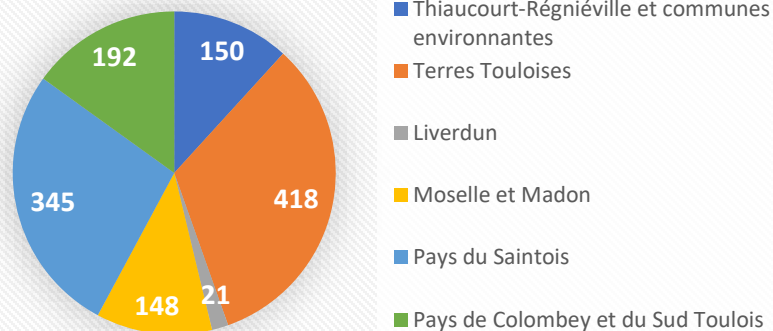


LA TOURNEE DES COMMUNES 2020 - Retour sur un moment riche de partages

L'ensemble des références précisées dans ce document sont accessibles en ligne sur notre page internet www.dominiquepotier.com

Participants par Communauté de communes



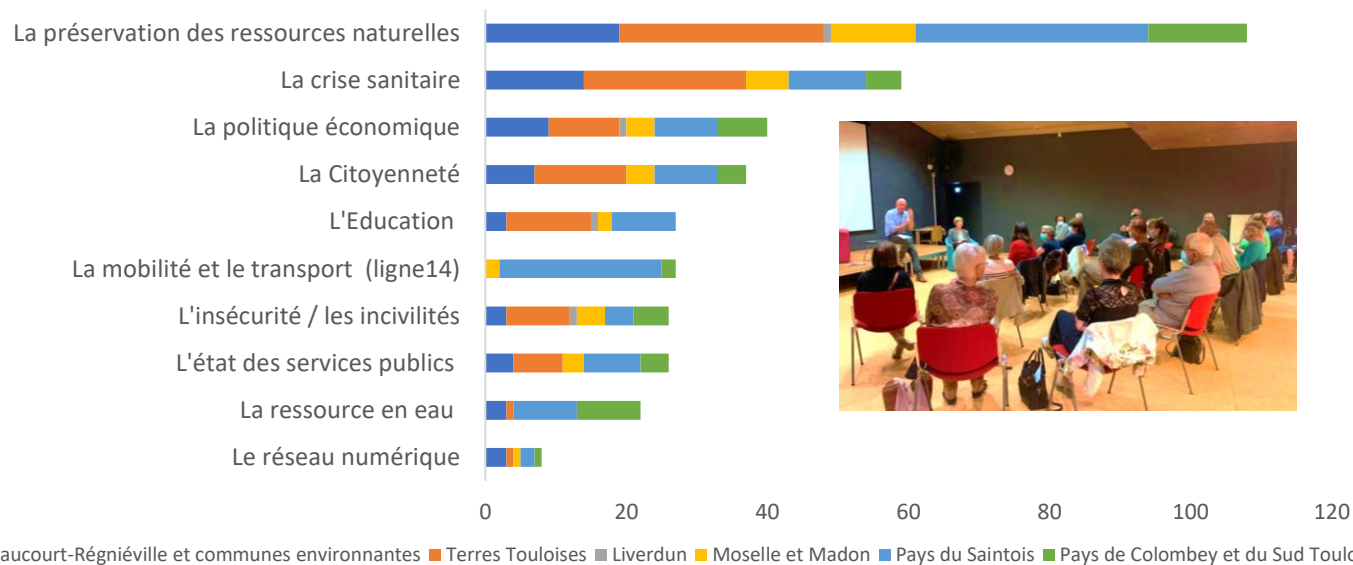
Ces rencontres se sont déroulées dans un contexte tout à fait particulier, avec la crise sanitaire de la Covid-19 qui bouleverse profondément les rapports humains, en même temps qu'elle ébranle l'ensemble de nos organisations sociales et économiques.

Pour autant, la richesse de ces rencontres et le partage de témoignages, d'analyses et de convictions m'ont conforté dans l'idée que notre territoire rural et péri-urbain regorge d'initiatives, d'efforts et de solutions pour relever les défis de notre société et mieux vivre ensemble.

Avec 1274 personnes présentes aux rendez-vous, la participation des habitants sur une moyenne de 8 personnes par commune, témoigne de l'intérêt pour chacun de prendre la parole afin de partager ce qui l'anime, pour lui-même, sa famille, son quartier, son village, notre pays ou la planète.



Répartition des thématiques abordées par les citoyens à l'échelle de la circonscription



■ Thiaucourt-Régniéville et communes environnantes ■ Terres Toulouises ■ Liverdun ■ Moselle et Madon ■ Pays du Saintois ■ Pays de Colombey et du Sud Toulais

L'enjeu	Nos combats	Références
<p>La forêt</p> <p>Les ravages sanitaires liés au scolyte et la transformation de nos paysages forestiers est revenue très souvent dans les échanges.</p>	<p>Un groupe de travail spécifique à la forêt a été constitué avec des représentants de chaque Communauté de communes afin de mutualiser recherche et action et faire face ensemble à la crise climatique et sanitaire. Une visioconférence a été organisée avec l'ONF, AgroParisTech - Institut des sciences et industries du vivant et de l'environnement, l'Inrae - Institut de recherche public œuvrant pour un développement cohérent et durable de l'agriculture, l'alimentation et l'environnement et l'Enstib - École Nationale Supérieure des Technologies et Industries du Bois.</p> <p>Notre territoire fait partie du 1er cercle du grand programme d'investissement des Hommes et des Arbres qui réunit tous les acteurs du Sud Lorrain, sur un axe Epinal-Nancy.</p> <p>En appui du rapport de notre collègue Anne-Laure Cattelot, nous avons porté à l'Assemblée Nationale de nombreux amendements dans le cadre du Plan de relance pour soutenir l'ingénierie de l'ONF au service de nos communes.</p>	<p>Amendements au projet de loi de finances pour 2021 visant à financer la mise en place d'un "Plan Forêt" à la hauteur de l'enjeu de lutte contre le dépérissement du peuplement forestier</p> <p>28 Actions concrètes déjà labellisées « Des Hommes et Des Arbres »</p> <p>Rapport de la Députée Anne-Laure Cattelot</p>
<p>L'eau - deux sujets majeurs</p> <p>La question du coût de l'assainissement dans les communes rurales du sud de la circonscription.</p> <p>La pénurie en eau potable pendant les épisodes de sécheresse et la compétition possible sur les usages de l'eau.</p>	<p>Accompagner en ingénierie la prise de compétence communautaire, prévue par la loi, pour les intercommunalités du Pays de Colombey et du Sud Toulinois et celle du Saintois.</p> <p>Deux réunions avec toutes les parties prenantes et le Directeur de l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse permettent d'envisager une adaptation règlementaire afin d'optimiser sur le territoire tous les moyens dévolus dans le cadre du plan de relance.</p> <p>Je plaide au niveau national pour le déploiement sur l'ensemble des territoires, d'une approche globale du cycle de l'eau nourrie par la science, afin de prévenir d'éventuelles controverses sur ses usages (domestique, agriculture, alimentation, loisirs).</p>	<p>Amendement au projet de loi de finances pour 2021 visant la mise en œuvre d'une politique de gestion des ressources en eau</p> <p>Programme AERM Plan France Relance</p>

L'enjeu	Nos combats	Références
<p>La méthanisation</p> <p>L'ensemble des énergies renouvelables (photovoltaïque, hydroélectricité, éolien) nourrissent des controverses. Pour sa part, la méthanisation fait l'objet, d'une façon beaucoup plus marquée, d'une dérive des pratiques, qui ont spontanément provoqué des réactions dans près d'une commune sur cinq.</p>	<p>A l'occasion de ces échanges, nous avons rappelé le travail engagé, depuis 2019, pour promouvoir une méthanisation authentiquement écologique et alerter sur la nécessité de mettre en place des moyens de mesure et de contrôle des installations qui stoppe les effets d'une méthanisation industrielle dans nos territoires ruraux.</p> <p>A contrario, j'ai pu visiter, en Bretagne et en Lorraine des unités de méthanisation économes en argent public et performantes sur le plan énergétique.</p> <p>Avec deux autres collègues, nous portons ce débat à l'Assemblée Nationale.</p>	<p>Question écrite du 18/06/2019 sur la nécessité d'encadrer la méthanisation agricole , au regard des enjeux majeurs agro-alimentaires, économiques et environnementaux</p> <p>Interview Agrapresse du 15/05/2020 : « Je ne veux pas d'une méthanisation anti-sociale »</p>
<p>L'isolation thermique des bâtiments</p> <p>Une forte attente pour une mise en œuvre plus massive et une vive critique de l'opération « Isolation à 1 euro ».</p>	<p>Sur le plan national, notre groupe a porté, à travers la loi climat, une proposition qui ambitionne un logement zéro carbone en 2050 au travers de la mise en place d'une prime climat, lisible, incitative, universelle et sociale, afin d'accompagner, dans le parc privé, l'ensemble des propriétaires pour la réalisation de travaux améliorant significativement la performance énergétique du logement.</p> <p>En parallèle, nous défendons l'interdiction effective de mettre en location ou de renouveler le bail pour les passoires thermiques.</p> <p>Localement, le bilan du territoire est exemplaire en termes d'initiatives en faveur de la transition énergétique avec 120 projets publics locaux accompagnés depuis 2015, générant 6 millions d'euros de travaux pour une croissance verte.</p> <p>Nous défendons également une expérimentation de financement de travaux de rénovation énergétique dans le cadre de l'extension de l'opération Intracting, prêt à taux zéro remboursable au rythme des économies d'énergie réalisées.</p>	<p>Proposition de loi portée par le groupe socialiste pour massifier la rénovation énergétique du parc de logements privés</p> <p>Présentation du programme « Territoire à Energie Positive pour la Croissance Verte » Terres de Lorraine</p> <p>Présentation de l'expérimentation Intracting menée en partenariat avec la Caisse des Dépôts et Consignations</p>

L'enjeu	Nos combats	Références
<p>Des personnes âgées isolées et fragilisées</p> <p>La solitude et la souffrance à l'occasion des confinements et dans le cadre des restrictions sanitaires ont suscité de vives inquiétudes au sein des familles.</p>	<p>Nous avons demandé une saisine du Comité Consultatif National d'Éthique systématique pour éclairer le pays sur les enjeux de solitude, soins palliatifs, traitement des corps et deuil.</p> <p>Localement, les rendez-vous hebdomadaires du Contrat Local de Santé pendant la crise sanitaire ont créé une véritable chaîne de solidarité et ont permis la prise en compte de la question de la détresse psychologique de l'ensemble des générations.</p> <p>En lien avec les communautés de l'Arche en France, j'ai déposé une proposition de loi pour mieux prendre en compte la situation singulière de celles et ceux qui font le choix de partager la vie quotidienne des personnes âgées ou handicapées et favoriser les solutions innovantes qui permettent l'inclusion sociale.</p>	<p>Question écrite du 26/05/2020 sur la possibilité d'une saisine du Comité consultatif national d'éthique (CCNE) pour tirer les leçons éthiques de la pandémie</p> <p>Proposition de résolution du 12/11/2020 visant à mettre en place une stratégie de vaccination nationale</p> <p>Proposition de loi du 23/02/2021 visant à favoriser l'inclusion sociale, au sein même de leur lieu de vie, des personnes âgées ou handicapées en créant un statut de salarié cohabitant</p>
<p>Une hausse de la précarité</p> <p>La crainte d'un basculement d'une partie de nos concitoyens est apparue comme une angoisse diffuse.</p>	<p>Dès le mois de septembre du calendrier 2020, nous avons mis en œuvre le dispositif Carte (Cellule d'appui à la relance territoriale pour l'emploi), qui permet de réunir tous les acteurs de l'emploi afin de favoriser les mutations professionnelles, accélérées par la crise. Ce dispositif a depuis été salué par l'Etat dans le cadre de la démarche « transitions collectives » engagée sur le territoire.</p> <p>Nous avons organisé avec le Maire de Nancy, Mathieu Klein et la député Emilie Cariou, un temps de rencontre avec les associations de lutte contre la précarité étudiante (Unef, Secours Populaire, Agoraé) en date du 05 février.</p> <p>J'ai également rencontré l'ensemble des associations de soutien aux plus précaires et notamment d'aide alimentaire sur le territoire : Croix-Rouge, Banque Alimentaire, Restos du Cœur, Secours Populaire.</p> <p>Mais c'est aussi une vingtaine d'interpellations au gouvernement sur des situations qui sont passées à côté des mailles du filet de la providence.</p> <p>La mission d'information pour un partage de la valeur à la source, a permis d'identifier une marge de pouvoir d'achat de 15% pour 4 millions de salariés sans perte de compétitivité.</p>	<p>Dispositif la Carte – Cellule d'appui à la relance territoriale pour l'emploi</p> <p>Question écrite du 07/07/2020 sur l'effet des inégalités sur la pandémie de covid-19</p> <p>Mission d'information sur le partage de la valeur dans l'entreprise : combattre les inégalités à la source.</p>
<p>Les inégalités scolaires</p> <p>Le risque de retard scolaire pour les plus vulnérables et les difficultés d'accueil en stage pèsent lourdement sur les étudiants, les élèves et leurs familles, sur le plan social, économique et psychologique.</p>	<p>Dès le mois de mars, j'ai alerté le Ministre de l'Éducation, le Rectorat et l'Académie Nancy-Metz, sur les risques d'une fracture éducative mais aussi sociale et psychologique lors du premier confinement et quelques suggestions de solutions à y apporter (accueil des enfants confrontés à des situations familiales dégradées, mise en place d'une cellule psychologique).</p> <p>En lien avec les élus, nous avons engagé une prospective territoriale au service d'une carte scolaire plus cohérente. L'objectif est d'assurer une offre éducative qualitative prenant mieux en compte le temps de l'enfant.</p> <p>Par ailleurs nous avons interpellé à plusieurs reprises sur la difficulté de trouver des stages en entreprise.</p>	<p>Courrier d'alerte sur l'impact éducatif du confinement adressé au Ministre de l'Éducation nationale le 30/03/2021</p> <p>Courrier de proposition pour une prospective scolaire territoriale adressé au Rectorat le 27/01/2020.</p>

L'enjeu	Nos combats	Références
<p>Le courage des « invisibles »</p> <p>Le manque de reconnaissance de tous les travailleurs qui, en première ligne, ont fait preuve de résilience afin d'assurer les services essentiels au-delà des risques sanitaires, nous invite à repenser notre système de valeurs.</p>	<p>Notre groupe a régulièrement alerté sur les mesures de protection indispensables et la nécessaire revalorisation salariale des salariés exposés sur le plan sanitaire (caissiers, routiers, éboueurs,...).</p> <p>En dehors des visites réservées à chacun de ces acteurs professionnels, j'ai particulièrement mis l'accent sur le statut des auxiliaires de vie, oubliés par le Ségur de la santé et sur les difficultés de recrutement récurrentes dans ce secteur.</p> <p>Nous plaçons pour une refonte structurelle de l'aide et de l'accompagnement à domicile, ou en structure non médicalisée.</p>	<p>Question écrite du 29/09/2020 sur le versement de la prime exceptionnelle aux aides à domicile</p> <p>Question écrite du 01/12/2020 sur le périmètre des revalorisations salariales décidées dans le cadre des accords du Ségur de la santé</p> <p>Courrier pour la refonte des services d'aides et d'accompagnement à domicile adressé au Ministre des Solidarités et de la Santé le 07/05/2020</p>
<p>Le monde d'après : donner un sens à nos vies</p> <p>Les réunions locales comme la consultation citoyenne réalisée deux mois auparavant ont traduit une grande espérance d'une vie plus sobre, faite d'enracinement, d'éthique et de fraternité.</p>	<p>Localement, les ambitions poursuivies à l'échelle du Pays expérimentent déjà la promotion de nouvelles manières de produire et de consommer, notamment à travers les programmes engagés dans la transition énergétique mais également ceux concernant le plan alimentaire territorial avec le volet inclusion des personnes les plus défavorisées, en lien avec ATD Quart Monde.</p> <p>La loi climat a été l'occasion de « recycler » près de 200 amendements visant à dessiner une France plus décarbonée qui passe par la lutte contre le gaspillage et la réduction des inégalités.</p> <p>Enfin, en écho à cette attente populaire, j'ai publié la proposition de loi constitutionnelle pour inscrire le bien commun dans la Constitution en rééquilibrage de la liberté d'entreprise et de la propriété.</p>	<p>Amendement au projet de loi Climat visant à interdire la publicité pour les véhicules les plus polluants</p> <p>Proposition de loi constitutionnelle pour inscrire le bien commun dans la Constitution</p> <p>Consultation Citoyenne – restitution des contributions du 10/06/2020</p>
<p>Relance économique : un retour à la normale ?</p> <p>Etonnement, la question économique et la montée de la pauvreté n'ont pas figuré parmi les premières questions abordées.</p> <p>Seule exception, l'avenir de Saint-Gobain, très présent dans les discussions et la question du remboursement de la dette au-delà du « Quoi qu'il en coûte ».</p>	<p>Concernant notre industrie SG PAM, deux questions écrites ont mis en lumière la concurrence déloyale et la nécessaire réforme des marchés publics.</p> <p>Parallèlement, dans la loi Climat, j'ai obtenu l'extension aux délégations de service public, soit environ 120 milliards par an, de la certification environnementale désormais obligatoire dans la commande publique.</p> <p>Ainsi, avec 6 autres élus de la région Grand Est, nous avons formulé des propositions concrètes pour garantir notre souveraineté industrielle et sanitaire notamment dans le secteur stratégique de l'eau, qui offre souvent plus de garanties, sur les plans écologique et social, que les firmes étrangères.</p> <p>Sur la dette, j'ai produit une tribune et défendu, dans tous les projets de loi rectificatifs, une conditionnalité des aides aux multinationales.</p> <p>Localement dès juillet 2020, nous avons tracé les grandes lignes d'un Pacte Territorial de Relance et de Transition Ecologique que nous devrions signé début juillet ... 2021.</p>	<p>Question écrite du 03/03/2020 portant sur la concurrence et la réciprocité sur les marchés publics stratégiques de l'UE</p> <p>Question écrite du 10/03/2020 portant sur la protection des actifs économiques et risques d'atteintes à la souveraineté industrielle française</p> <p>Amendement au projet de loi Climat pour une commande publique exemplaire</p> <p>Question au Gouvernement du 10/04/2019 relative à l'avenir de l'entreprise Saint-Gobain PAM</p> <p>Tribune sur la dette Covid « Qui va payer la crise du Covid-19 ? » du 19/04/2020</p>

L'enjeu	Nos combats	Références
<p>Insécurité et incivilités</p> <p>La question des incivilités a suscité un sentiment d'insécurité très perceptible pendant la tournée des communes. En arrière-fond une très forte attention est portée au respect de l'autorité.</p>	<p>Depuis 2017, nous interpellons le Ministère de l'Intérieur sur le manque d'effectifs au Commissariat de Toul qui crée une incapacité structurelle à combattre la délinquance sous ses différentes formes et récemment pour faire face aux trafics de drogue.</p> <p>Parallèlement c'est pour nous un combat permanent que de plaider pour une réorganisation des forces de gendarmerie et une modernisation des institutions de la justice pour assurer une vraie couverture des territoires et avoir plus d'agilité dans les réponses judiciaires apportées.</p> <p>Les échanges ont permis d'aborder la question de la continuité éducative entre la famille et l'école, ce tiers lieu d'éducation populaire pour lequel nous militons depuis des années.</p> <p>Nous sommes particulièrement fiers de notre dialogue sur ce sujet avec le monde associatif, mais également des initiatives comme les cadets de la défense. Nous faisons également la promotion des JSP (Jeunes Sapeurs-Pompiers) ainsi que des différentes formes de service civique. A ce sujet nous avons porté une proposition d'un service civique européen.</p>	<p>Courriers relatifs aux effectifs du commissariat de Toul adressé au Ministre de l'Intérieur :</p> <p>Courier du 23/06/2020 Courier du 17/11/2020 Courier du 13/06/2019 Courier du 20/07/2017</p> <p>Courier du 24/01/2020 relatif à la contribution au livret blanc de la sécurité intérieure adressé au Ministre de l'Intérieur</p> <p>Amendement n°II-1368 du 24/10/2020 visant à financer l'expérimentation d'un service civique européen</p>
<p>L'engagement associatif et l'exercice de la Citoyenneté</p> <p>Deux grandes thématiques sont ressorties:</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'importance du lien social dont l'expérience du covid a révélé le prix. - L'attente que soit encouragé et mieux valorisé l'engagement des citoyens. 	<p>Une des fragilités de notre démocratie révélée par la crise sanitaire est celle du rapport à la science.</p> <p>A ce titre, nous sommes fiers d'avoir défendu et inscrit dans la loi de programmation de la recherche une véritable innovation : le dispositif «tous chercheurs». Il s'incarne notamment en Lorraine dans les travaux menés sur la maladie de Lyme.</p> <p>De façon plus générale nous apportons un soutien régulier à l'éducation populaire et avons interpellé à plusieurs reprises le Préfet sur les moyens alloués au secteur associatif, au mouvement sportif, et au secteur caritatif comme à celui de la protection civile, qui ont été très sollicités pendant la crise mais ont vu leurs ressources s'affaiblir dans la même période.</p> <p>A ce sujet, nous allons diffuser à l'ensemble de ces acteurs, des documents de synthèses sur les mesures de soutien en faveur des structures associatives et celles de l'Economie Sociale et Solidaire.</p> <p>Par ailleurs, sur ces sujets sensibles, j'ai été sollicité par la Fondation Jean Jaurès en 2020 puis 2021 pour contribuer au cahier de tendances sur le thème de l'agribashing puis de « une seule Santé - One Health ».</p>	<p>Notre amendement visant à renforcer la reconnaissance de la recherche citoyenne (dispositif « Tous chercheurs »)</p> <p>Synthèse des mesures en faveur des structures de l'Economie Sociale et Solidaire</p> <p>Article sur l'agribashing écrit pour la Fondation Jean Jaurès</p> <p>Article sur « One-Health – Une seule santé » écrit pour la Fondation Jean Jaurès</p>

L'enjeu	Nos combats	Références
<p>La carte du service public</p> <p>Deux sujets ont concentré les discussions. Celui des souffrances de l'hôpital public et d'autre part, dans le Saintois, les perspectives liées à la ligne 14.</p>	<p>Indépendamment de notre participation à tout le travail législatif en amont du Ségur de la Santé et de notre mobilisation collective pour le CHRU, nous avons porté le combat pour que les crédits de l'hôpital de Toul ne soient pas amputés en pleine crise covid.</p> <p>Concernant la ligne 14, en contact permanent avec la région et les deux Communautés de communes concernées - Moselle et Madon et Pays du Saintois - nous avons plaidé pour une très large concertation avec les Maires et le monde agricole, afin que cette formidable opportunité de nouvelle mobilité entre l'espace rural et la métropole soit acceptable socialement et financièrement.</p> <p>Pour mémoire, nous avons pu rappeler, lors de ces rencontres, nos combats permanents pour l'accès aux services postaux, la permanence du trésor public et notre soutien pour les politiques de bourgs-centres et de petites villes de demain.</p> <p>Enfin, grâce aux rencontres avec l'ensemble des acteurs syndicaux, nous avons été dans les premiers à réagir à l'hypothèse du projet Hercule qui remet en cause le service public de l'énergie.</p> <p>De façon plus générique, je plaide régulièrement pour que les services de l'Etat se réorganisent à l'échelle des intercommunalités afin d'assurer une meilleure coordination et une meilleure coopération des politiques publiques du gouvernement avec les collectivités territoriales.</p> <p>Un des grands chantiers qui s'ouvrent pour le prochain quinquennat serait d'humaniser le service public face au tout numérique et au développement des serveurs vocaux interactifs.</p> <p>Enfin, la question des antennes relais a été abordée dans trois communes, à la fois comme une attente forte des collectivités et comme suscitant des craintes pour un certain nombre d'habitants. Nous avons en conséquence engagé un travail de médiation, avec l'Arcep (Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse), les services de l'Etat et ceux du Département.</p>	<p>Courrier du 05/05/2020 portant sur une refondation de l'appareil public de santé adressé au Ministre des Solidarités et de la Santé</p> <p>Courrier du 02 mars 2020 portant sur le plan territorial de Permanence et Soins du Centre hospitalier de Toul adressé au Ministre des Solidarités et de la Santé</p> <p>Courrier du 24 avril 2020 relatif au financement du centre hospitalier de Toul adressé au Ministre des Solidarités et de la Santé</p> <p>Proposition d'un référendum d'initiative partagée du groupe pour préserver le principal outil de notre transition énergétique</p> <p>Rapport d'activité: La régulation de l'Arcep au service des territoires connectés</p>



180 petits pas « côte à côte » pour un monde plus juste !

